

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/196

24 octobre 1997

(97-4654)

Conseil du commerce des marchandises
19 novembre 1997

ARRANGEMENTS COMMERCIAUX FRANCO-MAROCAINS

Demande de prorogation de la dérogation

Les Communautés européennes ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 octobre 1997.

Le 14 octobre 1996¹, le Conseil général a décidé de proroger jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, ou jusqu'au 31 décembre 1997, si ce délai est plus court, la dérogation accordée pour les arrangements commerciaux préférentiels franco-marocains en vertu de la Décision des PARTIES CONTRACTANTES du 19 novembre 1960.² La dérogation s'applique aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dans la mesure nécessaire pour permettre à la France d'appliquer des contingents tarifaires à droits nuls à un certain nombre de produits originaires de parties du territoire du Royaume du Maroc non visés par les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article premier du GATT.

Au paragraphe 1 de la Décision du 14 octobre 1996, il était indiqué que cette dernière était sans préjudice du droit des Communautés européennes de demander une nouvelle prorogation de la dérogation, si cela se révélait nécessaire.

Pour le moment, seuls quelques Etats membres des Communautés européennes ont ratifié l'Accord euroméditerranéen avec le Maroc et il semble peu probable que tous les Etats membres l'aient ratifié avant le 31 décembre 1997.

C'est pourquoi les Communautés européennes demandent une prorogation de la dérogation jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, ou jusqu'au 31 décembre 1998, si ce délai est plus court.

¹WT/L/187 du 18 octobre 1996.

²IBDD, S9/39.

Depuis la précédente prorogation, il n'y a pas eu de changements en ce qui concerne les mesures pour lesquelles la prorogation de la dérogation est demandée, les objectifs spécifiques visés ou le maintien des circonstances exceptionnelles justifiant la dérogation.³ Les conditions et modalités de la dérogation prorogée ont été respectées.

Les Communautés européennes donnent aux autres Membres de l'OMC l'assurance que, lorsque la demande leur en sera faite, elles engageront sans tarder des consultations avec tout Membre de l'OMC intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la prorogation de la dérogation.

Cette demande est sans préjudice du droit des Communautés européennes de demander une nouvelle prorogation de la dérogation avant la fin de 1998, si cela se révélait nécessaire.

³G/L/109 du 9 septembre 1996.